

REPUBLIQUE FRANCAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE STRASBOURG

31 avenue de la Paix

B.P. 1038 F

67070 STRASBOURG CEDEX

Téléphone : 03.88.21.23.23

Télécopie : 03.88.36.44.66

Greffe ouvert lundi à jeudi 8h30-12h15 &
13h30-16h45, vendredi 8h30-15h30

Strasbourg, le 10/03/2003

REÇU LE :

11 MARS 2003

S.L.R. HAUCONCOURT

 **COPIE**

Monsieur

STE LORRAINE DE REVALORISATION

Z.I. DU MALAMBAS

HAUCONCOURT

BP 50034

57283 MAIZIERES LES METZ

Dossier n° : 0300235 (à rappeler)
STE LORRAINE DE REVALORISATION c/ M. LE
PREFET DE LA MOSELLE

Vos réf. : REFERE SUSPENSION - ARRETE DU
30/07/2002 PRESCRIVANT LA REALISATION
DE TRAVAUX DE DE POLLUTION DU SITE DE
BASSE-HAM

NOTIFICATION D'UNE ORDONNANCE DU JUGE DES REFERES

Lettre recommandée avec avis de réception

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli l'expédition de l'ordonnance en date du 10/03/2003 rendue par le juge des référés, dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

Si vous estimez devoir vous pourvoir en cassation, votre requête, accompagnée d'une copie de la présente lettre, devra être introduite devant le Conseil d'Etat, section du contentieux, 1, place du Palais Royal, 75100 PARIS dans un délai de 15 jours.

A peine d'irrecevabilité, le pourvoi en cassation doit :

- être assorti d'une copie de la décision juridictionnelle contestée.
- être présenté, par le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Greffier en Chef,
ou par délégation le Greffier,


Françoise MARTIN

 **COPIE**

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE STRASBOURG**

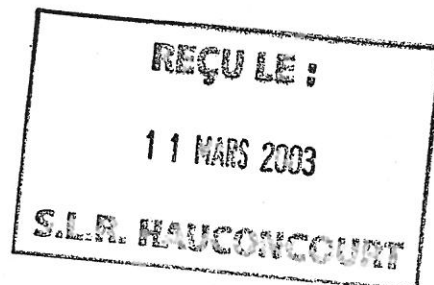
REPUBLIQUE FRANCAISE

1

n° 03-00235

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

**SOCIETE LORRAINE DE
REVALORISATION
C/
PREFET DE LA MOSELLE**



ORDONNANCE DU 10 MARS 2003

**LE PREMIER CONSEILLER DÉLÉGUÉ
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE STRASBOURG**

assisté de Mme F. MARTIN, greffier,

rend l'ordonnance suivante

Par une requête enregistrée le 23 janvier 2003 la Société Lorraine de revalorisation (SLR) demande au juge des référés de suspendre l'exécution de l'arrêté en date du 30 juillet 2002 par lequel le Préfet de la Moselle lui a prescrit des travaux de confinement du site de Basse-Ham ;

Elle soutient que :

- les travaux prescrits s'élèvent en investissement à plus de 750000 euros et en traitement annuel à un montant compris entre 5.120.000 euros et plus de 8.500 .000 euros ; la société, dont le chiffre d'affaires est de l'ordre de 5335715 euros et le bénéfice moyen annuel de 152400 euros, ne survivrait pas une seule année à de telles contraintes financières ; elle a déjà dépensé pour ce site 208265 euros et a consigné la somme de 83846 euros ;
- la mesure de confinement prescrite n'apparaît pas d'une urgence absolue, alors que les divers organismes sont unanimes pour constater qu'encore aujourd'hui, l'impact du site sur l'aquifère est négligeable ;
- l'arrêté attaqué, pris à la suite des arrêtés des 19 avril 1998, 29 décembre 1998 et 4 novembre 1999 qui sont entachés d'illégalité, est par là même entaché d'illégalité ;
- l'arrêté qui vise l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 au lieu de son article 34-1 est dépourvu de base légale ;

Code CNIJ 44-02
54-03-01

Classe C+

- les prescriptions de l'arrêté sont totalement disproportionnées par rapport aux risques quasi-nuls mis en évidence depuis 1991 par les analyses et études prescrites par les arrêtés précédents ; l'administration a fait une appréciation manifestement erronée des risques du site de Basse-Ham sur les eaux souterraines du site ;

Par un mémoire enregistré le 10 février 2003, le préfet de la Moselle conclut au rejet de la requête par les motifs que ;

- le coût des mesures prescrites est surévalué par la requérante qui ne produit par ailleurs aucun document comptable sur son chiffre d'affaires ;
- les manœuvres dilatoires et les infractions répétées de la société depuis 1983 justifient la mise en œuvre immédiate des mesures prescrites ;
- la suspension de l'arrêté contesté autoriserait le maintien du site dans des conditions susceptibles d'être préjudiciables à la santé et à la sécurité publique ;
- le moyen tiré de l'illégalité des arrêtés précédents est irrecevable et au surplus non fondé ;
- l'erreur de visa ne saurait suffire à priver de base légale l'arrêté ;
- les résultats de l'étude du LECES montrent qu'un impact non négligeable doit être craint au-delà des limites de l'emprise du site ;
- dans son analyse critique de l'étude du LECES, le B.R.G.M. a confirmé les risques et recommandé le confinement du site ;
- le coût des mesures ne peut non plus constituer un élément permettant de mettre en évidence une erreur d'appréciation dès lors que le confinement imposé est justifié et seul adapté ;

Au vu de la décision attaquée ;

Au vu des autres pièces du dossier ;

Au vu de la requête en annulation enregistrée sous le n°023491 ;

Au vu de la délégation du président du tribunal administratif en date du 12 mars 2002 ;

Au vu du code de l'environnement ;

Au vu du code de justice administrative ;

Après avoir convoqué à une audience publique :

- la Société Lorraine de revalorisation, requérante ;
- M. le Préfet de la Moselle, défendeur ;

Vu le procès verbal de l'audience publique du 21 février 2003 à 10h00, a été entendu Me RICHARD, avocat au barreau de METZ, pour la société requérante ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :
"Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision...";

Considérant que la Société Lorraine de revalorisation a exploité jusqu'en 1997 un site de stockage de résidus provenant de l'industrie sidérurgique ; qu'elle conteste les travaux de remise en état du site qui lui sont prescrits par le préfet de la Moselle ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'aucune pollution significative des eaux à l'extérieur du site n'a été constatée par les experts et que les éléments au dossier ne permettent pas de tenir pour assuré voire probable un risque de pollution future ; qu'il est d'ailleurs reconnu par l'inspecteur des installations classées, dans son rapport du 23 janvier 2003, que la plus grande partie des polluants se trouve piégée à l'intérieur du site du fait des réactions chimiques qui s'y passent ; que c'est dans ce contexte que la société soutient que la prescription, sans expertise complémentaire, d'un confinement immédiat du site, qui est la solution technique et financière la plus lourde, apparaît disproportionnée au regard de risques non encore établis ; qu'un tel moyen apparaît, en l'état de l'instruction, de nature à créer un doute sérieux sur la légalité des dispositions de l'arrêté relatives au confinement du site ;

Considérant qu'il résulte du document comptable et des devis produits par la requérante que les travaux prescrits de confinement latéral des gravières, qui exigent un investissement de 750000 euros et un traitement annuel de pompage des eaux d'au moins 5000000 d'euros, même si les coûts étaient revus à la baisse, auraient pour effet de mettre en péril dès la première année la situation financière de la société ; que la suspension provisoire de leur exécution, en l'absence de risque immédiat avéré, ne compromettrait pas l'intérêt général de protection de l'environnement ; que la société requérante justifie ainsi de la condition d'urgence requise par les textes précités pour demander la suspension de l'exécution des travaux de confinement du site ; qu'en revanche aucune situation d'urgence ne justifie la suspension de l'exécution des autres mesures de l'arrêté concernant la clôture du site (article 2) et le programme de surveillance des eaux (titre III), lesquelles sont des mesures divisibles des travaux de confinement seuls contestés ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède qu'il y a lieu d'ordonner la suspension de l'exécution des articles 3,4,5 et 6 de l'arrêté en date du 30 juillet 2002 du préfet de la Moselle relatifs au confinement du site ;

O R D O N N E

ARTICLE 1^{er} : L'exécution des articles 3, 4,5 et 6 de l'arrêté du 30 juillet 2002 du Préfet de la Moselle est suspendue.

ARTICLE 2 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Le Premier conseiller,

Le Greffier,

Signé : B. COSTA

Signé : F. MARTIN

La république mande et ordonne au Préfet de la Moselle le concerne et f tous huissiers f ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir f l'exécution de la présente ordonnance

Pour expédition conforme :

Le Greffier :



Françoise MARTIN